



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

#### Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée

« Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Wespak Welfare Trust, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

La conjoncture économique et l'implantation géostratégique sont les facteurs ayant permis une participation extérieure qui a évidemment eu des répercussions pour les femmes, qui représentent plus de la moitié de la population du pays. Par le passé, de nombreux domaines liés directement ou indirectement aux femmes ont été négligés. Par conséquent, la situation des femmes n'a pas évolué depuis longtemps. Leur participation à la prise de décisions n'a pas pu être améliorée autant que l'on s'y attendait.

Pour obtenir les résultats souhaités en ce qui concerne la situation des femmes dans notre pays, il est nécessaire d'appliquer un nouveau modèle de développement soigneusement conçu sans modifier les facteurs incontournables. Les efforts fournis au cours des dernières années ont été de grande qualité mais il faut adopter la meilleure approche possible pour avoir une incidence considérable. Il ne serait pas opportun de réutiliser des techniques connues en espérant aboutir à des résultats différents.

Il reste beaucoup à faire pour préparer le terrain en vue de renforcer le rôle des femmes dans les zones urbaines et rurales pour lesquelles les formats applicables de sensibilisation de la société civile sont nécessaires. Les efforts déployés par votre organisme, de concert avec les gouvernements concernés, sont à saluer. C'est pourquoi nous estimons que vous pourriez envisager de mettre en œuvre des efforts supplémentaires pour parvenir à des résultats plus poussés.

---